DIAL 2446

NICARAGUA - La situation après les élections

Jean Loison

jeudi 1er février 2001, mis en ligne par Dial

Des élections municipales ont eu lieu au Nicaragua au mois de novembre 2001. Les résultats modifient quelque peu la situation du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) puisqu'il en sort renforcé face au parti libéral du président, qui reste cependant majoritaire. Les relations entre ces deux partis (le fameux « pacte »- cf. DIAL D 2326), la corruption qui les mine, la lassitude de la population, la pauvreté persistante rendent difficile une vision optimiste. Mais il y a heureusement un autre Nicaragua. Nous publions ci-dessous la dernière partie d'une lettre de Jean Loison, enseignant infirmier et prêtre à Estelli, 28 décembre 2000.

Début novembre, ont eu lieu les élections municipales.

Les forces en présence

1) Le parti au pouvoir c'est le parti libéral, tout à fait partisan du libéralisme ou néolibéralisme actuel. En conséquence il n'a aucun sens du bien commun, aucune sensibilité sociale. Peu lui importe par exemple que les hôpitaux manquent de médicaments ou que beaucoup de jeunes n'aient pas les ressources nécessaires pour payer l'Université. Ce n'est pas son problème.

2) En face, le Front sandiniste qui, il y a 21 ans, avait renversé la dictature de Somoza. Bien qu'irréconciliables en théorie avec les libéraux, les dirigeants sandinistes ont avec eux des intérêts communs.

Les 2 partis en question ont eu suffisamment d'entente pour former un pacte, forçant pratiquement les institutions d'État à se mettre à leur service, notamment le Conseil suprême électoral (CSE) dont les membres et responsabilités ont été partagés entre ces deux partis. Avec l'aide du CSE qu'ils avaient dans leurs mains, leur politique a été d'évincer les uns après les autres les partis, ou alliances de partis, qui représentaient une troisième force, ou les candidats (l'un d'eux était le gagnant sûr de Managua !) afin de rester tous les deux en présence. Pour illustrer : ce « gagnant sûr » (mais d'un autre parti que libéral et sandiniste) a été déclaré non habitant de Managua (par un savant découpage préélectoral entre 3 communes dont 2 créées probablement pour la cause), mais au moment des élections, il a voté à... Managua, preuve qu'il appartient à Managua et que par conséquent il pouvait être candidat à la mairie !

3) Une troisième force : le parti conservateur qui ne doit qu'à la pression internationale de ne pas avoir été évincé.

4) Enfin un quatrième parti. Sans importance (2 % des voix). C'est pourquoi il a survécu à l'élimination systématique.

Les résultats

Le grand vainqueur, c'est l'abstention (44 % des inscrits).

Le grand perdant, c'est le parti libéral (23 % des inscrits).

Celui qui a gagné le plus, c'est 1e Front sandiniste, même s'il n'arrive qu'en deuxième position des suffrages exprimés (22 % des inscrits).

L'abstention, pourquoi ?

– Par représailles contre le pacte et la corruption des deux « grands ». « Je ne me sens pas représenté par ces deux candidats. » Mais en ne votant pas, les abstentionnistes ne se rendaient pas compte probablement qu'ils faisaient le jeu de ces deux candidats.

– Beaucoup d'informations inexactes sur les lieux de vote (…) D'ailleurs n'était-ce pas prémédité de favoriser l'abstention puisque les deux partis étaient sûrs de leur 20 % de votes militants ? En tous les cas, quelle bonne tentation d'agir ainsi (éliminer ceux dont on n'est pas sûr) aux élections présidentielles dans 10 mois !

Le grand perdant est le parti libéral

Il est vrai pourtant que si les élections avaient été présidentielles, le Parti libéral les aurait gagnées (23 % contre 22 % pour le Front). Au nombre total de mairies, le PL a aussi gagné. Mais il a perdu beaucoup plus gros : les mairies de 11 chefs-lieux de département sur 17, et surtout Managua. Or c'est comme Paris, ça peut être le tremplin pour les présidentielles. Les nombreux scandales de corruption du parti libéral en général y sont pour beaucoup dans l'échec.

Même en troisième position, le Front est considéré comme premier gagnant, non seulement à cause de Managua et des 11 chefs-lieux, mais aussi parce que ses maires maintenant gouvernent sur 60 % de la population nationale, au lieu de 25 % de 1996 à 2000. Il peut manifestement espérer gagner les élections présidentielles s'il « s'occupe bien » de ces 60 %. C'est ce qu'a perçu aussitôt Daniel Ortega qui s'est déclaré candidat. Mais… c'est aussi ce qu'a perçu l'opposition au Front. Ça a été la panique pendant plusieurs jours. Beaucoup, dans l'opposition au Front, voyaient déjà le retour de Daniel Ortega au pouvoir. L'épouvantail. Alors les plans pour quitter le pays, sauver l'argent…!

Près de deux mois plus tard, la fièvre paraît avoir bien baissé, car Daniel Ortega n'a pas encore gagné : c'est à peu près sûr que toute la partie non sandiniste du pays, stimulée par l'entreprise privée, l'Église catholique, les médias, et probablement « l'ambassade » va se mobiliser une nouvelle fois contre lui, comme en 1990 et 1996. La Sainte Alliance ! Mais cela, il ne veut pas l'entendre, même de la part de son frère Humberto ex-chef de l'armée (encore plus corrompu que lui, mais réaliste) ou même ironiquement, de la part de son adversaire, le Président Alemán (« mon candidat, c'est Daniel »), et même encore d'un sondage du 20 décembre.

Bien sûr Alemán a raison : son parti a besoin d'un Daniel-candidat. En effet Victor H. Tinoco, ex-adjoint du ministre des Affaires étrangères de l'époque sandiniste et Martinez Cuenca, économiste, ex-ministre sandiniste, très incluant, rallieraient autour d'eux beaucoup plus de monde non sandiniste que Daniel O. qui n'aura pour lui que les militants sandinistes. Les trois sont candidats et se soumettront à la consultation populaire interne (sorte de primaires) le 21 janvier. Mais Daniel a la cote d'amour chez la plupart des militants sandinistes. Il n'y aura pas de surprise, d'autant plus qu'il y aura (et il y a eu) des menaces, des intimidations, etc. C'est triste de dilapider une excellente occasion au profit de la soif du pouvoir.

Et les militants et sympathisants sandinistes critiquent-ils le pacte ? Celui-ci (le pacte) n'a certainement pas eu beaucoup de poids dans les élections récentes. J'en juge par exemple par mes collègues-prof : elles

sont déçues de la mentalité sectaire, nouveau riche et hypocrite des dirigeants nationaux sandinistes, mais elles se remettent à vivre et espérer au moment des élections. Elles pensent : bien sûr Daniel Ortega est corrompu au niveau de la manipulation et soif de pouvoir, bien sûr il est violeur de sa fille adoptive, bien sûr beaucoup de dirigeants ont « vendu leur âme » au dieu néolibéral mais depuis 10 ans que le Front n'est plus au pouvoir, la santé n'est plus pour tout le monde, l'éducation non plus. Où trouver une maison digne et abordable ? et dans les banques on ne prête plus qu'aux riches. Alors s'il y a maintenant une possibilité de revenir à plus de justice sociale et d'égalité, il faut la prendre. Autrement dit, entre deux maux il faut choisir le moindre. L'essentiel c'est d'échapper au Parti libéral qui depuis qu'il est au pouvoir n'a jamais donné à manger ni manifesté de sensibilité sociale. Ça, c'est ce qui prime : survivre. Alors toute autre considération (« pacte » par ex.) c'est secondaire.

Bien sûr, il y a une bonne minorité qui va plus loin, qui est écœurée par Daniel Ortega et son équipe, et qui perçoit ce qui est monstrueux dans le pacte (corruption partagée entre sandinistes et somozistes, l'exclusion et le manque de démocratie, l'entorse à l'indépendance des institutions existantes) et par là le maintien du pays dans le sous-développement et la pauvreté, mais ils ont peu d'influence sur la société, ils ne sont pas populaires comme Daniel Ortega. Et au moment des élections, ils n'auront pas le choix (le pacte fait le vide). Ils voteront pour Daniel Ortega à contre-cœur, mais ils voteront eux aussi « le moindre mal ».

Un autre Nicaragua existe

Attention ! Cette description de la scène politique, tout comme les allusions à la pauvreté que j'ai faites auparavant, ne sont pas une description réelle du pays, ou si vous voulez, le dit pays n'est pas uniquement cela. En effet toutes les organisations représentent une autre face et donnent beaucoup de vie, beaucoup de dynamisme, à tel point qu'on pourrait dire : les Nicas n'ont pas le gouvernement qu'ils méritent. Et ils sont beaucoup plus gais qu'on pourrait le croire. Je vous cite quelques-unes de ces associations, comme ça me vient : des associations de femmes (depuis l'écoute, les conseils gynéco jusqu'à l'enseignement et promotion des droits de la femme, en passant par des classes de peinture, de coupe, de beauté, de cuisine, d'enseignement primaire,...) ; de jeunes ; de petits producteurs (type formation permanente ou bien « de paysan à paysan ») ; de médecine naturelle ; d'écologie (avec éducation environnementale et ce n'est pas du luxe !) ; des tas de programmes de développement ; de « capacitation » = formation ; de récupération du patrimoine culturel (récupération des biographies de personnages historiques, de pièces archéologiques préhispaniques, de musique régionale, de danses folkloriques, de talents artistiques comme théâtre ou peinture murale) ; des associations qui travaillent avec les « enfants des rues » et l'équivalent dans la campagne... Ce n'est qu'un échantillon. Et imaginez tous les degrés possibles de prises de conscience dans ces groupes ou associations.

Non, le pays n'est pas représenté par ses forces politiques, égoïstes, corrompues, machiavéliques.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 2446.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : *Jean Loison*, février 2001.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.